



**PRÉFET
DES LANDES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Arrêté préfectoral DCPAT-BAE n° 2026-120 portant mise en demeure de régularisation administrative des rejets aqueux

Société AGARIS à Onesse-Laharie

Le préfet,

- Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-7, L. 514-5 et R.181-46 ;
- Vu** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;
- Vu** le Code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 26 mars 2025 portant nomination de Monsieur Gilles CLAVREUL, préfet des Landes ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 11 septembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 relatif aux prescriptions applicables à certaines installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 21 octobre 1985 à la société HUMULAND pour l'exploitation d'une usine de fabrication de compost sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire délivré le 30 août 1991 prescrivant des mesures supplémentaires en matière de lutte contre l'incendie à la société HUMULAND sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2009 augmentant l'activité de fabrication de supports de culture de la société HUMULAND sur le territoire de la commune d'Onesse-Laharie ;
- Vu** le changement de dénomination de l'exploitant HUMULAND devenu AGARIS notifié à l'administration par courrier en date du 15 avril 2019 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral de mise en demeure DCPAT-BDLIT n° 2022-657 du 17 novembre 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2026-64-SG du 4 mai 2026 portant délégation de signature à Madame Stéphanie MONTEUIL, secrétaire générale de la préfecture des Landes ;
- Vu** le donner acte du 8 mars 2023 ;
- Vu** le porter à connaissance reçu en Préfecture des Landes le 2 juin 2025 ;
- Vu** le rapport de l'inspection de l'environnement en date du 15 janvier 2026 et le projet d'arrêté préfectoral portant mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 30 janvier 2026 (date d'accusé réception) conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu le courriel du 4 mars 2026 de l'exploitant précisant l'absence d'observation sur le projet d'arrêté ;

Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions visées à l'article 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 octobre 2009 susvisé ;

Considérant qu'il a été de nouveau constaté la persistance de rejets non conformes (dépassements en MES, DBO₅ et DCO notamment) ;

Considérant que ces inobservations constituent des écarts réglementaires ayant déjà été constatés lors de plusieurs inspections ;

Considérant néanmoins que l'exploitant a réalisé d'importants travaux de rénovation et d'amélioration de ses réseaux de collecte suite au précédent arrêté de mise en demeure du 17 novembre 2022 susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas encore réalisé une saison complète avec le nouveau réseau de traitement et qu'une prise en main des équipements et leur maintenance (fréquence de curage, etc.) est éventuellement nécessaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Landes,

ARRÊTE

Article 1 :

La société AGARIS, exploitant des installations de fabrication de terreau et de support de culture, située au 2809 route de Laharie sur la commune d'Onesse-Laharie (40110), est mise en demeure :

- de transmettre, sous trois mois, un plan d'action pour la mise en conformité des rejets (par exemple : définition de la fréquence de curage des ouvrages, adaptation et proposition de traitements supplémentaires en fonction de l'état de remplissage de la plateforme, etc.),
- de mettre ses rejets en conformité sous six mois.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

Article 2 : Sanctions

Indépendamment des poursuites pénales, s'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, il pourra être fait application des dispositions de l'article L. 171-7 du Code de l'environnement.

Article 3 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Landes pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Landes, le maire d'Onesse-Laharie, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société AGARIS.

Mont-de-Marsan, le 21 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,

Stéphanie MONTEUIL

Voie et délai de recours :

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau (Villa Noulbos - 50 Cours Lyautey - 64010 PAU Cedex) ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyen » accessible sur le site www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du Code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).